



# L'ALGERIE ET LE "PRINTEMPS ARABE"

## CAS SINGULIER OU EXEMPLE PRÉCURSEUR ? <sup>[1]</sup>

*Socialgerie le 8 novembre 2013*

*Hocine Belalloufi  
Alger, le 6 novembre 2013*

Pour tenter de cerner objectivement le rapport de l'Algérie au « printemps arabe », il convient impérativement de commencer par préciser ce que recouvre cette expression.

1. Plusieurs thèses s'opposent à ce propos : « *Printemps démocratique* » visant à instaurer des régimes parlementaires bourgeois et hisser ainsi les Etats arabes aux normes démocratiques édictées par l'UE et les Etats-Unis pour les uns. Certains y voient une *révolution socialiste* alors que d'autres l'appréhendent comme « *hiver islamiste* », sans oublier ceux qui considèrent que le « printemps arabe » n'est qu'un immense complot ourdi depuis Washington.

2. **Aucune de ces thèses ne nous semble satisfaisante car elles sont teintées de subjectivisme.** Pour nous, il s'agit d'une **crise révolutionnaire prolongée, inégale et combinée du système de domination impérialiste sur le monde arabe.**

3. **Crise révolutionnaire** où, comme l'indique Lénine, **ceux d'en bas n'acceptent plus la domination de ceux d'en haut et où ceux d'en haut n'arrivent plus à exercer leur domination sur ceux d'en bas.**

Cette crise s'est matérialisée par **l'irruption des masses sur la scène politique extra-institutionnelle** en vue de **poser et de résoudre la question du pouvoir**, ce qui a eu pour effet d'**exacerber les contradictions au sein des régimes en place** et de les paralyser.

À un certain stade de développement de la crise, **la fusion de l'action des masses populaires et des contradictions au sein de ces pouvoirs a provoqué la chute des dictateurs.** Ainsi, Ben Ali, Moubarak et Saleh n'ont pas été renversés par un coup d'Etat ou par une intervention militaire étrangère, mais par des mobilisations populaires qui ont poussé à leur lâchage par des secteurs des pouvoirs en place et même par les puissances impérialistes.

4. Cette **crise a un caractère prolongé.** Elle dure depuis trois ans et se poursuivra encore pendant des années voire des décennies.

Les pays du monde arabe sont de toute évidence **entrés dans une nouvelle ère de révolutions** qui ne **prendront fin** qu'avec **l'accomplissement de leur tâche historique** et ce, en dépit de leurs reculs voire de leurs échecs momentanés. Voilà pourquoi il s'avère plus juste de parler de **processus révolutionnaire pour désigner cette nouvelle révolution arabe.**

5. Cette **crise est inégale.** Elle se décline de façon singulière en fonction de la place spécifique que chaque pays occupe dans l'ordre politique régional.

6. Enfin elle *est combinée* car elle affecte **l'ensemble de l'ordre politique régional** et non simplement tel ou tel pays.

7. C'est donc **contre cet ordre politique régional que les masses populaires se sont révoltées** à compter de décembre 2010. Ce n'est pas la « *main de l'étranger* » mais l'existence de cet ordre politique régional qui explique fondamentalement l'extension à d'autres pays arabes du processus révolutionnaire surgi en Tunisie.

8. **Cet ordre politique régional ou système de domination impérialiste sur le monde arabe a connu trois phases historiques :**

- **La phase de la domination directe** au moyen de la **colonisation**.
- Une première vague d'émancipation des peuples de la région (1919-1962) ayant abouti à l'instauration d'Etats indépendants, **la domination s'exercera essentiellement, au cours d'une seconde phase, de façon indirecte** par le biais d'interventions militaires ponctuelles des grandes puissances (Egypte, Liban en 1958...), d'interventions militaires menées par Israël et par le biais de régimes réactionnaires dictatoriaux arabes.
- La victoire mondiale de l'impérialisme dans les années 1980 amorcera la troisième phase marquée par une **tendance au retour à une domination de plus en plus directe** (Irak, Libye...).

9. **Ce système de domination impérialiste qui a pour fonction de contrôler cette région stratégique pour le capitalisme mondial repose sur trois piliers :**

- Les grandes puissances capitalistes du centre (G7),
- Israël,
- Les régimes arabes réactionnaires dictatoriaux au premier rang desquels se trouvent les monarchies.

10. Mais parce que « **là où il y a oppression, il y a révolte** », on assiste à une résistance de trois acteurs :

- **Les mouvements de libération et les résistances armées nationales** : Palestine, Sahara Occidental, Liban, Irak...
- **Les mouvements démocratiques et sociaux** qui résistent aux injustes et douloureuses politiques néolibérales menées de façon dictatoriale par les régimes en place au profit du capitalisme du centre et de bourgeoisies compradore locales,
- **Les régimes rebelles** qualifiés d'« **Etats voyous** » (Irak, Syrie, Libye, Soudan...), par les grandes puissances occidentales parce qu'ils résistent plus ou moins à l'ordre impérialiste régional.

11. **Jusqu'à janvier 2011, les mouvements de libération, les résistances armées nationales et les « régimes rebelles » formaient l'aspect principal de la résistance à l'ordre impérialiste.** Mais les luttes démocratiques et sociales qui avaient pris un essor réel bien qu'inégal à compter du début des années 2000 **vont ravir la première place avec le processus révolutionnaire ouvert en Tunisie en décembre 2010.**

12. **Ces trois acteurs forment les trois segments de la nouvelle révolution arabe comprise comme révolution nationale à caractères démocratique et social.** Cela signifie que **le combat pour la démocratie et le combat contre les politiques néolibérales possèdent directement une dimension anti-impérialiste.** Dans nos pays, **la démocratie s'édifiera contre l'impérialisme et la bourgeoisie compradore et non à leur initiative.**

13. **Cette compréhension du système de domination impérialiste sur la région et de la résistance puis de la révolte des trois acteurs cités plus haut permet seule de saisir objectivement :**

- le caractère révolutionnaire de la crise ouverte en décembre 2010 en Tunisie,
- le contenu anti-impérialiste de ce processus,
- la relation complexe qui unit et oppose à la fois les trois segments de la nouvelle révolution arabe,

14. **En effet, les régimes rebelles possèdent une double nature.**

- D'un côté, ils sont intégrés à l'ordre impérialiste régional par le fait :
  - qu'ils appliquent des politiques économiques profitant au capitalisme international au détriment de leurs propres peuples et du développement économique de leurs pays,
  - qu'ils empêchent par la force ces peuples de se révolter,
  - qu'ils aident économiquement, politiquement, diplomatiquement et parfois même militairement les grandes puissances impérialistes contre leurs peuples et les mouvements de libération et de résistances armées nationales voire, parfois même, contre d'autres régimes rebelles.
- **Intégrés à l'ordre impérialiste régional, ces régimes refusent cependant d'abdiquer totalement. Ils s'opposent parfois à l'impérialisme et au sionisme et deviennent de ce fait la cible des grandes puissances.**

**15. La prise en compte de ces trois segments de la nouvelle révolution arabe et de la relation d'unité et de lutte qu'ils entretiennent entre eux permet d'éviter de sombrer dans des *visions policières de l'histoire* (théorie du complot) ou, à l'inverse, dans des *visions romantiques* qui idéalisent tel ou tel segment : les « *masses populaires* », les *mouvements de libération nationale* ou les « *régimes rebelles* ».**

**16. Deux exemples pour illustrer la nécessité d'une analyse concrète et objective d'une situation complexe et mouvante, particulièrement en situation révolutionnaire où les événements se bousculent et où les acteurs évoluent et se transforment même parfois en leur contraire.**

*En 1976*, l'intervention de l'armée syrienne au Liban brisa l'élan conjoint du mouvement national libanais dirigé par Kamel Djoumblatt et de la résistance palestinienne qui étaient sur le point d'écraser les forces d'extrême-droite libanaise. Le régime syrien joua alors un rôle contre-révolutionnaire au profit de la réaction libanaise, d'Israël et de l'impérialisme. Six ans plus tard, l'invasion du Liban par Israël transformera ce même régime syrien en arrière sùr de la résistance nationale libanaise à l'occupation israélienne.

*En mars 2011*, la révolte d'une partie de la population et d'une partie sincère de l'opposition syrienne contre le régime dictatorial et néolibéral de Bachar El Assad était légitime. Au fil des mois cependant, l'obstination de cette opposition sincère à considérer le départ d'El Assad et de son régime comme un préalable scellé et non négociable, alors même qu'elle ne disposait pas des moyens de sa politique, va la pousser progressivement à s'intégrer à l'agenda de l'impérialisme et de la réaction régionale (Arabie saoudite, Qatar et Turquie) et à s'allier aux takfiristes qui constituent pourtant le pire ennemi du projet anti-impérialiste, démocratique et social.

C'est alors le régime et la partie de l'opposition syrienne qui refusait de se laisser intégrer à l'agenda de l'impérialisme et de la réaction régionale qui représenteront objectivement le processus révolutionnaire anti-impérialiste dans ce pays.

\*\*\*\*

On peut, une fois précisée la nature des évènements qui secouent le monde arabe depuis la fin 2010, **revenir au cas particulier de l'Algérie.**

**17. L'année 2011** va débiter par **une explosion sociale** provoquée par une augmentation des prix de produits de première nécessité dans un contexte marqué par une chute de 20% de la valeur du dinar. Cette explosion sociale sera suivie **au mois de mars par un puissant mouvement de grèves pacifiques** touchant les travailleurs de la fonction publique, du secteur économique d'Etat et du privé étranger et même les chômeurs et travailleurs précaires.

On assistera en parallèle à la **poursuite de révoltes sociales locales** portant sur les conditions de vie : logement, routes, santé...

**18. Le gouvernement arrivera à contrôler la situation en :**

- **satisfaisant les revendications sociales** (augmentations de salaires) et en accordant des **crédits et autres avantages aux jeunes sans emploi désireux de créer leur entreprise.**

- **maintenant la contestation sur un terrain essentiellement social** par une gestion pacifique des rassemblements évitant tout dérapage qui aurait transformé des conflits sociaux en révoltes politiques.
- **découplant la fronde sociale de l'opposition politique,**
- en prenant des **mesures politiques pour calmer l'opposition** :
  - levée de l'Etat d'urgence en vigueur depuis 1992,
  - autorisations de réunion attribuées plus facilement aux partis, syndicats et associations.
  - lancement d'un cycle de consultation des partis, personnalités et membres de la société dite civile avec promesse de réformes afin d'approfondir le processus démocratique.

**19. Laminée, divisée, sans ancrage populaire et sans alternative crédible, aventuriste ou purement velléitaire, l'opposition sera incapable de trouver une réponse politique efficace.**

**20. On peut en conséquence affirmer que l'Algérie s'est singularisée vis-à-vis des autres pays de la région en ce sens qu'il n'y a pas eu d'ouverture d'un processus révolutionnaire posant la question du pouvoir.**

**21. Cette spécificité tient au fait que l'Algérie constitue effectivement un exemple précurseur.** Contrairement à la plupart des autres pays arabes, le régime algérien n'est pas dictatorial. La révolte populaire d'octobre 1988 a ouvert la voie à une **transition démocratique**. Et en dépit de limites et de reculs réels et inquiétants, **l'existence de libertés démocratiques permet au régime d'absorber une bonne partie de la contestation sociale et politique**. La décennie 1990 pèse par ailleurs encore sur les consciences. La volonté de changement politique reste de ce fait limitée au niveau populaire.

**22.** Une autre particularité réside dans le fait que le régime algérien n'est pas un valet des grandes puissances impérialistes. Il n'a pas soutenu l'intervention de l'OTAN en Libye, a refusé d'envoyer des troupes au Mali, refusé de cautionner la décision de la Ligue arabe d'octroyer le siège de la Syrie à l'opposition et la menace d'intervention militaire américano-française contre cette même Syrie.

**23.** Dernière particularité de l'Algérie, les **moyens financiers substantiels et les divergences au sein du régime – reflets d'une contradiction entre les fractions compradore et intérieure de la bourgeoisie – font que le passage à l'économie de marché, à l'infithah, n'a pas pris la forme d'un passage en force**. Cela a quelque peu atténué le coût social de cette transition.

**24. L'Algérie constitue ainsi à la fois un cas singulier et un exemple précurseur.** Cela lui a permis « d'échapper au printemps arabe ». Certains s'en plaignent, d'autres s'en félicitent.

**25. Ce statu quo s'avère cependant trompeur, car l'Algérie se trouve confrontée à trois grandes contradictions :**

- **Si elle n'est plus dictatoriale, elle n'est toujours pas démocratique.** On assiste même à un important recul illustré par les lois adoptées ces dernières années sur les élections, les partis, les associations, etc.

Des attaques et entraves aux libertés syndicales sont régulièrement constatées, les rassemblements toujours interdits dans la capitale ou soumis à autorisation préalable ailleurs.

Les élections n'ont quant à elles aucune crédibilité comme le démontre l'ampleur de l'abstention.

Le pouvoir pilote la transition depuis 1988. Il l'accélère ou la freine en fonction du seul impératif de sa survie. Le régime autoritaire à façade démocratique donne des signes inquiétants de fermeture.

- Par ailleurs, **s'il n'est pas valet de l'impérialisme, le régime ne conteste plus la domination de ce dernier.**

L'infithah a entraîné l'intégration/soumission au capitalisme international, ce qui signifie un renoncement à tout développement économique souverain et acceptation de l'ordre politique impérialiste sur la région et le monde.

Cela se traduit par une coopération avec l'OTAN, un soutien tacite à l'intervention impérialiste française au Mali, le refus d'un soutien franc et massif à la Syrie pourtant confrontée à une agression de l'impérialisme et de la réaction régionale, renflouement du FMI qui étrangle les peuples comme nous le savons pour l'avoir subi...

**Le régime ne conteste plus l'ordre mondial, mais l'accepte et cherche simplement à y trouver une place de puissance régionale.**

- Enfin le **gouvernement refuse « l'ultra-libéralisme », mais renonce parallèlement à la perspective d'un développement autocentré et conserve fermement le cap sur le libéralisme.** Cette attitude empêche toute perspective sérieuse de développement et se paie de plus en plus cher sur le plan social.

**26. Voilà pourquoi la singularité de l'Algérie par rapport au reste du monde arabe est trompeuse. Le pays reste dans l'œil du cyclone,** non pas tant à cause d'un cabinet noir qui ourdirait un complot à partir de Washington, Londres, Paris et Bruxelles, que du fait que notre peuple et notre Etat n'ont pas été en mesure, à ce jour, de résoudre ces trois contradictions.

Ce danger est d'autant plus grand que la crise mondiale du capitalisme aiguise les contradictions inter-impérialistes et pousse les grandes puissances à redoubler d'agressivité pour déstabiliser les pays qui leur résistent.

*Alger, le 6 novembre 2013*

*Hocine Belalloufi*

[1] Intervention au Focus sur « *l'actualité du monde arabe* » au 18e Salon international du livre d'Alger